

LA FRATERNITÉ,

JOURNAL MENSUEL.

Bureaux à Paris, galerie Richer, 9.

CRI DE GUERRE

PAR

CHARLES MARCHAL.

France! France! crie l'Italie comme autrefois France! criait la Pologne.

Les égoïstes d'alors ont dit :

L'ordre règne à Varsovie!

L'ordre règne en Italie!

Il y a dix ans, les égoïstes si nous les laissons faire. L'attitude de M. Bastide, commis et non ministre des affaires étrangères, nous a profondément humilié, affligé, je dirais presque indigné, quand hier il s'est agi de l'Italie. Quel triste, quel honteux spectacle! quelle paralysie morale! M. Bastide est à la tribune de la force de M. Goudchaux. C'est peu. C'est bien peu.

Quel il s'est trouvé, sous un gouvernement républicain, un Monsieur prenant très provisoirement, nous l'espérons, les fonctions de ministre des affaires étrangères, qui a osé, en présence de ce qui se passe, parler de la pacification de l'Italie avec la permission de l'Angleterre, — de l'Angleterre qui n'a pas reconnu la République française; de l'Angleterre, dont le secrétaire d'état déclarait avec hauteur, il y a quelques jours, que le *statu quo*, c'est-à-dire la domination inique et cruelle de l'Autriche devait être maintenue en Italie!

Arrière ce plat jargon de congrès et de protocole, indigne d'un pays libre, indigne de la France, protectrice na-

tuelle des nationalités opprimées! Arrière ces temporisations au moyen desquelles on espère vainement étouffer le sentiment électrique qui coule dans nos veines et nous éloigner des voies saintes d'une politique héroïque! Arrière l'alliance anglaise à ces honteuses conditions! Plus d'entente cordiale! — Merci.

Honte et malheur! M. Bastide a dit les mêmes choses que M. Guizot; seulement, il les a dites plus mal.

Le général Cavaignac n'a rien dit; espérons qu'il se décidera pour la guerre, seul moyen d'amener la paix en Italie!

Courage! Italie, courage! nous t'affranchirons par la force de nos bras et de nos cœurs, dont les voies sont plus droites que celles de la diplomatie!

S'agenouiller devant l'Angleterre, cela n'est pas digne d'un grand peuple; il y a danger, il y a péril, il y a honte à sacrifier la France aux diplomates de la Grande-Bretagne, à l'intérêt de la Grande-Bretagne, c'est faire abdiquer à la France son rôle progressif, son rôle de chef du mouvement, de chef des libertés généreuses, du progrès général. C'est compromettre l'avenir, la dignité, la grandeur de notre pays. Le système des concessions est un gouffre sans fin qui engloutit toute énergie, tout courage, qui enchaîne toute volonté. Avec l'Angleterre, il faut de la fermeté; voyez l'attitude de la République des Etats-Unis! Pour conjurer la guerre avec elle, il faut n'avoir pas l'air de la

craindre. L'Angleterre est de ces faux braves, pleins de jactance, qui avancent si vous reculez, et qui reculent si vous avancez; fanfaronne avec les lâches, lâche avec les faibles. Plus on a de courage, moins on est obligé d'en dépendre. La politique brave est donc plus adroite que la politique lâche!

Nous n'avons pas besoin de l'alliance anglaise; nous n'avons pas besoin de l'alliance avec les trois grandes puissances; c'est avec les puissances secondaires, les puissances opprimées que notre intérêt et l'honneur du pays que nous défendons nous fait un devoir de traiter.

Croire que la France a besoin de l'alliance anglaise pour vivre, est une sottise; la France est assez forte par elle-même pour vivre seule, dans son indépendance et ses progrès; c'est en elle-même, c'est dans ses principes révolutionnaires, dans ses aspirations vers la liberté, qu'elle puise sa force, et elle est capable, Dieu merci, de faire ses destinées sans l'appui impur des monarchies! Ce n'est pas dans ces chancelleries souillées par l'intrigue, qu'elle doit chercher des alliances, car ces alliances sont immorales, elles sont viles, elles sont criminelles, c'est dans la conscience des peuples qui attendent d'elle leur émancipation.

Pour la France, telle que l'a faite la Révolution, point d'alliance avec les rois, point de bassesses auprès des oppresseurs des nations. C'est avec les peuples qu'il faut

s'allier, c'est chez eux qu'il faut répandre la même politique et sociale, la même démocratie qui doit émanciper le monde. Allemands, Italiens, chers Polonais, serfs russes, et vous aussi prolétaires de la Grande-Bretagne, sachez bien que la France démocratique ne veut pas vous confisquer vos nationalités au profit de son ambition. Dans son dévouement, c'est votre liberté qu'elle veut : — ce n'est pas vous qu'elle combat, ce sont vos gouvernements basés sur l'exploitation du plus grand nombre, ce sont vos tyrans. — Vos tyrans vous ont entraînés sur les champs de bataille, où vous avez combattu nos soldats républicains, qui voulaient vous affranchir comme ils étaient affranchis eux-mêmes. Insensés ! c'est moins vos nationalités que vous avez défendues que vos oppresseurs ! Et quand vous nous avez vaincu en 1814 et en 1815, vous avez rivé vos fers ! Grande leçon, ô vous tous qui êtes nos frères, puisque vous êtes les enfants de Dieu, — grande leçon dont il importe de vous souvenir !... Il faut que vous sachiez bien que quand vous avez combattu la France républicaine, vous avez joué un rôle de dupes !...

L'Europe frémit dans ses fers. Or, les grandes choses ne demandent pour s'accomplir qu'une puissante impulsion. Partout se traduisent les symptômes des agitations. Les nations de l'Europe fermentent ; leurs tyrans ne voient pas que le plus simple accident peut pousser les foules aux extrêmes colères ; ils ne voient pas qu'ils n'inspirent plus les craintes superstitieuses d'autrefois.

II.

Le Gouvernement de Louis-Philippe, pendant qu'à l'intérieur il ne vivait que par la corruption et la violence, imposait au dehors ses hommes, les plus lâches, les plus vils qui ont pesé sur notre patrie. Louis XI, Henri IV, Richelieu, Louis XIV avaient opprimé la nation avec des moyens différents, et à une époque moins avancée que la nôtre ; mais au moins ils ne se laissaient pas humilier par les étrangers ; ils ne pratiquaient pas une politique domageable ; ils furent hommes d'État. Ils ne sont pas hommes d'État ceux qui n'ont pas le sentiment national, ceux qui livrent la patrie aux outrages, aux exploitations de l'étranger ! Ceux-là seuls sont hommes d'État, qui ont au dehors une politique digne et ferme, ceux qui savent faire respecter leur patrie et la défendre ; ceux qui sont jaloux de l'honneur national !...

En 1830, il fallait, — ce qu'il faut faire en 1848, — il fallait prendre le parti du courage ; se montrer vis-à-vis des rois de l'Europe franchement révolutionnaire. Il fallait comprendre les devoirs que la providence imposait à la France, les comprendre et les accepter de bonne foi. Il fallait se lever de courage avec les peuples contre des oppresseurs. Au lieu de cela, ces médiocres hommes d'État de la bourgeoisie se sont montrés faibles jusqu'à la lâcheté, inintelligents jusqu'au crétinisme. Ils ont eu l'audace des mots ; ils ont manqué de la dignité des actions. Pour fêter dans le concert européen, comme ils disent, pour se faire accepter par cette union criminelle qui blasphème Dieu en l'appelant *Sainte-Alliance*, ils se sont traînés sur les genoux ; ils ont commis cent lâchetés, cent bassesses ; ils ont souffert toutes les humiliations ; ils ont laissé égorger la Pologne, opprimer l'Italie ; ils ont abdiqué toute influence en Orient. Qu'en est-il arrivé ? C'est qu'ils ont été puni de leur trahison envers la révolution par ceux-là même dont ils mendiaient l'appui. La diplomatie étrangère s'est moquée de ces bourgeois sans grandeur et les a laissés seuls, seuls sur les tréteaux où se sont jouées ces comédies. Après avoir sacrifié leur honneur, leur dignité, nos intérêts pour avoir des alliances, ils ont été seuls ! C'est que la politique de la peur est maladroite. Le courage et la dignité sont des forces comme la probité est de l'adresse. — Que les hommes d'État de 1848 profitent de ces leçons, — malheureusement sans cesse prodiguées et jamais comprises. Qu'ils sachent bien qu'il y a honneur et

grandeur à prendre, au nom de la France vis-à-vis de l'étranger, une attitude audacieuse et ferme. En vain nos secrétaires d'État espéraient-ils contracter tôt ou tard alliance avec quelque grande puissance monarchique ; quoiqu'ils fassent, la France sera toujours la révolution pour l'Europe. Les tyrans des peuples européens jamais ne pactiseront avec la France républicaine, entre elle et eux c'est une guerre à mort, une guerre d'extermination. La France, c'est la révolution ; c'est aux oppresseurs des peuples qu'elle en veut, non pas aux peuples. Leurs dominateurs le savent bien et les peuples eux-mêmes commencent à le comprendre ; ils n'ignorent plus que la république du dernier siècle voulait les affranchir, et dès que nous aurons la guerre, on verra la jeune Italie, la jeune Allemagne fraterniser avec nous contre les tyrans pour s'affranchir ; elles savent que la France ne veut pas recommencer le rôle de l'empire romain.

III.

Du jour où vous aurez la guerre, nous disent les partisans de la paix à tout prix, vous aurez contre vous les signataires des traités de 1815, car ils savent bien que vous voulez les briser. — Eh bien ! oui, nous le voulons ! Entre tous les faits honteux qui dominaient la politique étrangère du gouvernement du 7 août 1830, se plaçait le maintien des traités de 1815, aussi le premier devoir des hommes d'État de la République est-il de les déchirer. Les respecter serait le fait d'une politique non-seulement anti-nationale, mais encore d'une politique maladroite. Elle serait anti-nationale, car les traités de 1815 froissent le sentiment français, l'esprit public français, en même temps qu'ils sont les plus odieux abus de la force, la violation la plus flagrante, la plus brutale, la plus barbare du droit. Or le droit est éternel ; il est impérissable !... — La force se déplace, le droit demeure !... La liberté de la presse, fondroyée hier, renaîtra plus belle de ses cendres ! Silence au pauvre ! s'est écrié un voix courageuse. Bientôt nous pourrions dire : Place au pauvre !

Les traités de 1815, attentats infâmes contre les nationalités, sont nuls, parce qu'ils émanent de la force, parce qu'ils ne sont que l'œuvre de la violence monarchique, parce que le droit des peuples est réel, et celui des rois mensonger. Contre le droit il n'y a pas de droit. Un moment vaincus, nous nous sommes relevés ; notre droit est resté le même ; et notre devoir est de faire servir notre force à sa consécration, à son triomphe, au triomphe du droit national de notre patrie. La politique de la bourgeoisie fut anti-nationale, car les traités de 1815, qu'elle respecta, dont ses ministres firent l'apologie à la tribune, ô honte ! c'est notre humiliation, c'est notre douleur ; c'est l'asservissement de la Pologne, de la Belgique, de l'Italie, de la plus grande partie de l'Allemagne, de la Saxe, de nos colonies. En nous dépouillant, les traités de 1815 ont partagé les peuples comme de vils bestiaux ; œuvre de violence et d'iniquité ; ils les ont livrés sans défense à la coalition impie de quelques tyrans. Napoléon avait touché à l'indépendance de quelques peuples ; sous le prétexte de l'en punir, on égorgea ces peuples ; on punit son système de conquête ; — on a sacrifié à l'héritier de quelques monarchies les principes les plus sacrés, les plus inviolables. Le droit public a été confisqué au profit de l'alliance immorale de trois grandes puissances qui ont fait des états secondaires de leurs vassaux, en attendant qu'ils en fassent leurs esclaves. Approuver ces traités inspirés par la colère et le despotisme, c'est faire acte de lâcheté ; c'est dire que la France a été justement humiliée et dépouillée ; c'est lui fermer l'avenir ; la parquer dans sa honte et sa faiblesse ; c'est jeter la patrie palpitante et opprimée aux pieds des barbares du Nord et des barbares de l'Albyon. Approuver ces traités, c'est dire que la constitution qu'on nous a infligée était légitime ; mensonge ! le droit seul est légitime ; le droit réside dans le peuple,

dans le peuple qui n'a pas ratifié les traités de la diplomatie ; dans le peuple qui se voila la face en 1814 et en 1815, en faisant dans son cœur le serment de les briser un jour avec son épée !... Frères ! ce jour est venu !...

Né d'une révolution, il faut que le gouvernement républicain accepte son rôle révolutionnaire, et se pose avec courage devant ces vieilles monarchies que la démocratie est appelée à miner ; adopter une politique de protection et de propagande vis à vis des petits États ; opprimés que parce qu'ils sont faibles, menacés dans leurs nationalités par les grandes puissances la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, — voilà ce qu'il faut !

IV.

Nous voulons l'abolition des traités de 1815. Les malheurs de l'Italie nous fournissent un prétexte pour les briser : brisons-les.

La République française ne veut pas faire de conquêtes ; nous devons entrer en Italie avec ou sans la permission de Charles-Albert.

Il faut agir, le temps des discussions est passé, le sang coule ! toute hésitation serait un crime. Abandonner l'Italie, ce serait marcher à la mort par la honte ; ce serait déshonorer la République. L'Assemblée nationale ne s'y est-elle pas solennellement engagée... Elle s'y est engagée d'honneur en votant à l'unanimité la proposition suivante :

« L'Assemblée nationale invite la commission du pouvoir exécutif à continuer de prendre pour règle de sa conduite le vœu unanime de l'Assemblée résumé dans ces termes : Pacte fraternel avec l'Allemagne, restauration de la Pologne indépendante et libre, AFFRANCHISSEMENT DE L'ITALIE. »

Après ce vote, il est impossible que nous laissions l'Italie fedsdescendre sanglante et meurtrie dans son tombeau ; il est impossible que nous déshonorions nos drapeaux, à la honte éternelle de notre représentation nationale. Franchissons vaillamment les Alpes, et les rois tremblants domanderont grâce. Allons, en avant ! Dieu, la vérité, le droit sont avec nous. En avant ! bannières hautes comme nos têtes, comme nos cœurs ! En avant pour la guerre sainte de la liberté contre l'esclavage, des peuples contre les rois, de la fraternité contre l'individualisme.

V.

Il faut que la France républicaine aide la Pologne et l'Italie à s'affranchir. Ce n'est pas à la force matérielle qu'on mesure la valeur d'un peuple, c'est à son cœur. — Il en est de même des individus. — Il y a justice et courage à tendre la main à la Pologne et à l'Italie insurgée ; il y a même intérêt pour la France.

Polonais ! Italiens ! lèvez-vous. Allons, face à la mort ! Frères, combattez sans cesse ; abattus, combattez à genoux ! on peut vous tuer mais non pas vous vaincre... On a pu assassiner vos femmes et vos vieillards, massacrer vos enfants, dont les yeux s'ouvraient à peine à la lumière, on ne pourra vous anéantir ! Le sang des martyrs les fait plus grands que leurs oppresseurs !

Voilà ce que la démocratie française crie aux esclaves ; et voilà ce que comprendra le gouvernement, s'il a foi dans son œuvre, s'il est capable de quelque intrépidité par l'esprit, de quelque courage par le cœur !

Nous voulons pour toutes les nations la liberté et l'égalité ; nous voulons la paix, — la paix avec les peuples qui sont nos frères, — non, avec les rois qui sont nos ennemis les ennemis de l'humanité, des progrès, de la révolution, de la sainte démocratie.

Le Rédacteur en chef, CHARLES MARCHAL.

Nous publions aujourd'hui un n° Spécimen sur une simple feuille. Dès que nous aurons notre cautionnement, LA FRATERNITÉ, au lieu de paraître tous les mois, paraîtra tous les Dimanches et se composera de plusieurs feuilles.

Paris. — Imprimerie de E. MARC-AUREL, rue Richer, 42.